

Rapport final

Avril 2012



Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire

Retour sur une activité à saveur internationale

C'est avec un très grand plaisir que nous avons accueilli des femmes de plus de 45 pays du monde lors de l'activité *Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire* qui a eu lieu le 17 octobre 2011 à Montréal, dans le cadre du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS). Nous étions 250 personnes à nous réunir pour discuter du thème de l'économie sociale et la sécurité économique des femmes et pour partager des expériences concrètes, provenant de différentes régions du monde.

Le processus d'organisation de cette activité a commencé au début de 2011 avec la mise sur pied du comité organisateur

pour concevoir et préparer l'activité. Nous avons voulu profiter de la présence de femmes de partout à travers le monde qui assisteraient au FIESS pour explorer ensemble comment l'économie solidaire peut être un levier pour aider les femmes à améliorer leur sécurité économique. Un document préparatoire a été écrit par le comité et nous l'avons fait circuler aux personnes inscrites afin de poser quelques questions et susciter des réflexions avant l'activité. Une vidéo a également été produite avec des témoignages de femmes en économie sociale et solidaire de différentes régions du monde afin de pouvoir ancrer

nos discussions dans la réalité concrète des femmes sur le terrain.

Nous souhaitons remercier toutes les personnes participantes ainsi que celles qui ont contribué de près ou de loin à cette activité riche en discussions, en énergie créatrice et en diversité de réflexions et d'expériences. Nous vous présentons ici quelques faits saillants de l'activité et nous vous encourageons à faire circuler le plus largement possible les outils de *Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire*.

Solidairement,

*Le comité
Organisateur***



****Le comité organisateur était composé de représentantes de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, du Centre de recherche sociale appliquée, du Chantier de l'économie sociale, du Conseil régional de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec-Montréal Métropolitain, de la Confédération des syndicats nationaux, de Femmes autochtones du Québec, de la Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec, de Relais-femmes et de SUCO-Solidarité Union Coopération.**

Une démarche participative

Le déroulement de l'activité *Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire* se voulait participatif, afin de permettre le plus possible aux participantes et participants d'échanger et de partager leurs analyses et expériences. L'activité était trilingue (anglais, français et espagnol) et les tables étaient organisées par langue, l'interprétation simultanée étant disponible que durant les sessions en plénière. Le visionnement d'une vidéo produite pour l'occasion a lancé l'évènement, suivi par deux périodes de discussions en petits groupes. Lors de la première période, les discussions ont porté sur les obstacles majeurs à la participation des femmes à l'économie sociale ainsi que les conditions favorables pour que l'économie sociale et



solidaire contribue à améliorer la sécurité et l'autonomie économiques des femmes. Durant le deuxième moment de discussions, les personnes participantes ont discuté de l'engagement de nos gouvernements à soutenir la participation des femmes en économie sociale et solidaire ainsi que le réseautage des femmes dans ce domaine. Une synthèse des discussions a été présentée en plénière et par la suite un panel de trois commentatri-

ces a présenté leurs réactions aux discussions et a fourni d'autres éléments d'analyse. Les participantes de ce panel étaient Djakabe Kaba (présidente du Réseau guinéen d'économie sociale et solidaire), Marie-Ève Bordeleau (coordonnatrice des dossiers sur la justice à Femmes autochtones du Québec) et Magdalena Leon (membre du REMTE, le Réseau latino-américain des femmes pour la transformation de l'économie, en Équateur). L'activité s'est clôturée par une période d'échanges en plénière entre les personnes dans la salle. ♀

Des échanges riches témoignant de la multiplicité des expériences, des réalités et des analyses

L'économie sociale et solidaire s'impose de plus en plus comme un instrument incontournable pour répondre à des aspirations de justice et d'équité et il s'agit d'une des stratégies que de nombreuses femmes privilégient pour assurer leur survie et leur sécurité économique. Deux grandes dimensions ont été traitées lors de l'activité, soit comment soutenir l'économie sociale et solidaire (en général et pour les femmes en particulier) afin qu'elle puisse se développer, et comment faire en sorte que l'économie sociale et solidaire puisse permettre aux femmes d'atteindre l'autonomie économique, et à quelles conditions. La diversité

des réalités et des contextes a évidemment coloré les discussions.

Voici les questions qui ont été posées durant les périodes de discussions en petits groupes ainsi qu'une synthèse des échanges.

1) Quelles sont et quelles devraient être les conditions favorables pour que l'économie sociale et solidaire contribue à améliorer la sécurité et l'autonomie économique des femmes? Par exemple, sur les plans financier et économique, politique et social.

(suite à la page 3)

Un document préparatoire pour stimuler la réflexion

Un document préparatoire à l'activité du 17 octobre 2011 a été préparé par le comité organisateur et envoyé à l'avance aux personnes inscrites à l'activité. L'objectif était de proposer quelques notions de base ainsi que des pistes de réflexion. On y trouve notamment des principes et valeurs de l'économie sociale et solidaire, quelques définitions, ainsi que quelques questions pour stimuler la réflexion autour des conditions pour que l'économie sociale et solidaire soit un vecteur de sécurité et d'autonomie économique des femmes. On donne aussi quelques raisons de l'importance de parler de la spécificité des femmes en économie sociale et solidaire

Vous trouverez en ligne le Document préparatoire « Femmes et l'économie sociale et solidaire » aux adresses suivantes :

<http://www.relais-femmes.qc.ca/publications/11>

<http://reliess.org/fiess/activites-connexes/#femmes>



(suite de la page 2)

Sur les plans financier et économique :

- ◆ L'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail en économie sociale et solidaire, notamment des salaires équitables pour les femmes.
- ◆ Le développement de services sur l'accès au crédit et au capital.
- ◆ La discrimination positive en faveur de l'économie sociale et solidaire et particulièrement des femmes, par exemple lors d'appels d'offres de gouvernements ou encore par des politiques d'achat préférentiel.
- ◆ Ne plus considérer l'économie sociale et solidaire comme de l'économie informelle.
- ◆ Le versement de subventions aux entreprises d'économie sociale et solidaire.
- ◆ La mise en place de mesures fiscales de redistribution.

Sur le plan politique :

- ◆ La mise en place de lois

et de politiques publiques favorisant la formation, les coopératives, l'accès à la terre, le commerce juste.

- ◆ La protection du marché par des politiques nationales.
- ◆ Davantage de femmes aux gouvernements, à tous les niveaux, et une participation effective de celles-ci.
- ◆ Une plus grande visibilité accordée à l'économie sociale et solidaire.
- ◆ Le renforcement du *leadership* des gouvernements locaux.

Sur le plan social :

- ◆ La promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.
- ◆ La reconnaissance de l'apport de l'économie sociale et solidaire dans la société en général.
- ◆ Le renforcement de l'alphabétisation et du *leadership* des femmes.
- ◆ L'éducation à l'économie sociale et solidaire.
- ◆ Le développement de liens avec d'autres mouvements sociaux.
- ◆ Le développement du processus de conscientisation et d'estime de soi.
- ◆ La mobilisation des femmes.



Un rassemblement international et diversifié

L'activité *Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire* a réuni environ 250 personnes de plus de 45 pays. Elles venaient de l'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Swaziland, Togo, Tunisie), des Amériques (Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Équateur, États-Unis, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Pérou, Québec, Uruguay), de l'Asie (Bangladesh, Inde, Japon, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Vietnam) et de l'Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Suisse). Le pourcentage de femmes participantes s'élève à plus de 85 %. Les personnes participantes venaient d'une diversité de milieux incluant des groupes autonomes de femmes, des organismes communautaires, des entreprises d'économie sociale et solidaire, des ONG et des organismes de coopération internationale, des syndicats, des chercheurs, des individus, ainsi que des personnes représentant des institutions ou des pouvoirs publics.

2) D'un point de vue féministe, est-ce que les gouvernements de nos pays respectifs s'impliquent ou devraient s'engager à soutenir l'économie sociale et solidaire, et, plus particulièrement, la participation des femmes ? Comment ? Quels types de politiques publiques devraient-elles être mises en place ?

De manière générale, le fait que les gouvernements ne reconnaissent ni n'investissent suffisamment dans l'économie sociale et

(suite à la page 4)



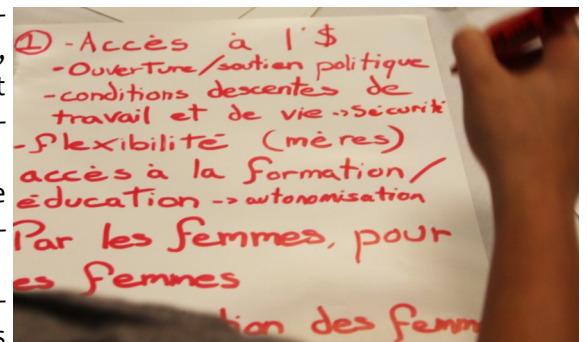
solidaire et les projets pour les femmes est dénoncé. On dénonce également le système capitaliste et on rappelle la nécessité de se mobiliser et d'agir plus collectivement.

D'autres moyens sont évoqués afin de soutenir l'économie sociale et solidaire, et, plus particulièrement, la participation des femmes :

- ♦ La formation dans les écoles et dans la société en général sur l'apport des femmes, sur l'économie sociale et solidaire, sur les droits des travailleurs et des travailleuses et sur les syndicats.
- ♦ L'action en faveur de la parité dans les lieux de pouvoirs (conseils d'administration, conseils municipaux, etc.).
- ♦ Le renforcement du *leadership* des femmes.
- ♦ L'implication des gouvernements, l'autogestion totale n'étant pas ou très peu viable.

- ♦ L'offre de programmes gouvernementaux en appui à l'économie sociale et solidaire, plus largement qu'aux personnes exclues ou parmi les plus défavorisées.
- ♦ Des politiques favorisant les achats locaux, l'achat responsable et la protection de l'environnement.
- ♦ Des politiques de conciliation travail-famille.
- ♦ Le soutien à la participation des femmes dans des secteurs traditionnellement masculins.
- ♦ Une meilleure rémunération des emplois traditionnellement féminins.
- ♦ L'obtention de statistiques différenciées hommes – femmes et l'application de l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS) à l'économie sociale et solidaire.

Oui, le réseautage existe, sous diverses formes et à différents niveaux, par exemple dans des réseaux de coopératives ou encore dans des mouvements de revendications.



Comment l'encourager ?

- ♦ Par la mobilisation des connaissances.
- ♦ Par la communication.
- ♦ Par la promotion.
- ♦ En favorisant la synergie plutôt que la compétition.
- ♦ Par la création de réseaux locaux informels de femmes.
- ♦ Par le partage d'outils, d'expériences.
- ♦ En répertoriant les initiatives.
- ♦ En développant le mentorat.
- ♦ En ayant recours aux nouvelles technologies.

3) Le réseautage des femmes en économie sociale et solidaire existe-t-il ? Si oui, comment ? Sinon, comment le susciter ? Quels avantages pourrions-nous en retirer ? Quels éléments (façons de faire, expériences...) et sujets de réflexion voudrions-nous partager et approfondir ?

Le développement du réseautage contribuerait à diminuer l'isolement social, à donner accès à de nouveaux marchés économiques, à mener des actions collectives et à mettre de l'avant des revendications politiques, par conséquent à sortir de la logique de marchandisation pour aller vers le politique. ♀



La nécessité de transformations systémiques

D'autres perspectives plus globales sur la nécessité de proposer un nouveau système économique et de transformer le système actuel ont également été soulevées durant l'activité. Si l'essence de l'économie sociale et solidaire est la production de biens et de services avec comme but de s'occuper des besoins humains et de prendre soin de la vie, la relation des femmes avec cette économie est très ancienne et précède de loin les initiatives ou les entreprises d'économie sociale et solidaire telles qu'on les connaît aujourd'hui. L'accent

devrait être mis sur cet apport historique à l'économie afin de le revaloriser et de bien positionner les femmes comme actrices et protagonistes de l'économie.

Nous sommes appelées à sortir de notre posture d'adaptation au système, à aller au-delà des solutions visant les réponses à nos besoins immédiats, et à lutter pour un autre système économique. Une économie avec d'autres valeurs, pratiques et logiques que le système capitaliste actuel. Une économie qui inclut et tient compte non seulement du cycle

de la production, mais aussi de la reproduction. Une des pistes importantes est donc de viser des changements sociaux profonds pour mettre la logique de reproduction de la vie au sens large avant la reproduction du capital. Autrement dit, nous sommes invitées à remplacer le concept de « ligne de production » par un concept de production circulaire à l'image des cycles de production et reproduction mis en œuvre par les femmes. ♀



Une vidéo pour entendre les voix des femmes sur le terrain

Partout à travers le monde les femmes sont actives dans les groupes d'économie sociale et solidaire, autant comme travailleuses, membres, participantes et usagères des groupes. Le comité organisateur a produit une vidéo, *Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire*, pour contribuer à rendre visible l'apport de ces femmes sur le terrain et à faire entendre leurs analyses et expériences. On y trouve des témoignages d'expériences des groupes de femmes suivantes :

- La Coopérative de couture Batiscan, une coopérative de travail à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, au Québec.
- Red Prausa, un réseau de productrices agricoles en milieu urbain, à Pachacámac, au Pérou.
- Yiriwasso, une fédération de coopératives de production de beurre de Karité, à Sanankoroba, au Mali.
- Partenaires pour l'insertion sociale par l'économie (PRISE), une usine d'insertion sociale pour les personnes qui désirent réintégrer le marché du travail, à Victoriaville, au Québec.
- Baan Kredrakarn, une maison d'hébergement pour jeunes femmes, à Ko-Kred Nonthonburi, en Thaïlande.
- Awaj Warmi, une organisation non gouvernementale de femmes artisanes qui fabriquent des vêtements en alpaga, à Sucre, en Bolivie.
- Buffets Bouf'elles, une coopérative de travail avec un service de traiteur et un café, à Trois-Rivières, au Québec.
- Abierto Hasta el Amanecer, une coopérative de travail offrant notamment des formations en informatique, à Madrid, en Espagne.

Cette vidéo trilingue (avec sous-titrage en anglais, français et espagnol) est disponible pour visionnement en ligne à l'adresse suivante:

<http://vimeo.com/31213680>

D'autres débats soulevés

Le financement de l'économie sociale et solidaire par les États a été un des sujets au cœur des discussions. Toutes ne sont pas d'avis que les États doivent être sollicités pour financer l'économie sociale et solidaire ou encore le faire davantage. Pour celles qui s'y opposent, ce secteur de l'économie devrait être autonome. Pour celles qui le demandent, elles rappellent que de nombreuses entreprises privées sont financées par l'État bien qu'elles ne jouent aucun rôle social. Les entreprises d'économie sociale et solidaire devraient bénéficier à tout le moins des mêmes avantages que l'économie du secteur privé afin d'arriver à le concurrencer.

Outre le financement des États, quelques autres moyens sont évoqués pour soutenir l'économie sociale et solidaire, particulièrement l'implication des femmes :

- ♦ La mutuelle d'épargne et de crédit peut être une source de financement qui permet d'évi-

ter de recourir à d'autres sources de financement coûteuses telles que les banques.

- ♦ Dans certaines conditions, la caution solidaire peut être un moyen de faciliter l'accès des femmes au financement.
- ♦ L'importance de recours à d'autres moyens de financement solidaire en général a été évoquée, car le financement gouvernemental n'est pas disponible dans bon nombre d'États et le financement privé prévoit des taux d'intérêt beaucoup trop élevés. Le microcrédit peut être, dans certaines conditions, un des moyens de financement permettant de ne pas recourir aux prêts des banques. Une banque des femmes qui offrirait des prêts à un taux ne dépassant pas 1 % est donnée en exemple. Pour d'autres participantes, les formes les plus répandues de microcrédit ne font qu'appauvrir les femmes.
- ♦ L'inclusion de l'économie sociale et solidaire dans le modèle économique global et

dans les politiques publiques, au même titre que les secteurs public et privé, ce qui a été désigné par une participante comme le passage de l'amateurisme vers le professionnalisme. Ce qu'il resterait à déterminer, selon une autre participante : est-ce qu'il s'agirait d'un modèle « final » ou d'un système de transition ?

- ♦ La mise en place de coopératives artisanales, la coopérative étant vue comme une structure juridique permettant de créer des liens entre les femmes d'une même communauté.
- ♦ Le recours à différents modèles d'entreprises au sein de l'économie sociale et solidaire : des coopératives, mais aussi des organisations à but non lucratif.
- ♦ La prise en compte de la reproduction et des cycles de la vie dans les intrants et les extrants des entreprises d'économie sociale et solidaire. ♀

La force des femmes

En résumé, les femmes sont vues comme celles qui changeront les choses. Elles devront profiter des outils qu'elles se seront donnés, par exemple les mutuelles d'épargne et de crédit. En tant que citoyennes, électrices et consommatrices, elles ont aussi la capacité de contrôler les actions des gouvernements et d'influencer le développement des entreprises.

Leur principale force est aussi dans le courage et la volonté dont elles font preuve, pour réfléchir le monde d'une autre ma-



nière que les hommes et se donner une nouvelle vision de ce monde. Les femmes devraient également se retrouver au pouvoir, au centre des États, sortir de la marginalité.

Les femmes subventionnent l'économie par leur travail gratuit et non rémunéré. Pour illustrer cette réalité, on évoque souvent l'ordre de grandeur suivant : les femmes fournissent 75 % de la main-d'œuvre et n'obtiennent que 10 % de la rémunération et 1 % de la richesse mondiale. En exigeant un soutien à l'économie sociale et solidaire, elles ne demandent qu'une part de ce qui leur revient, qu'une redistribution équitable de la richesse. ♀

Une activité bien appréciée

Soixante-dix-sept (77) personnes en provenance de 19 pays ont rempli le questionnaire d'évaluation à la fin de l'activité. Voici une brève synthèse de leurs réponses.

En général l'activité a été bien appréciée par les personnes participantes. La vidéo a été particulièrement un moment fort et on a mentionné le besoin de voir de tels modèles de femmes pour pouvoir s'en inspirer. L'organisation, la pertinence du thème et la qualité des discussions ont été soulignées par les participantes et participants ont comme points positifs de l'évènement. Certaines personnes ont apprécié le fait qu'il s'agissait d'une activité mixte, alors que d'autres auraient souhaité discuter entre femmes. Plusieurs ont indiqué que c'était un privilège de pouvoir partager des points de vue avec des gens de partout à travers le monde.

Quant aux discussions, le partage et les échanges permis grâce au travail en petits groupes ont été appréciés. Beaucoup de personnes ont aimé le débat autour du rôle de l'État vis-à-vis l'économie sociale et solidaire ainsi que le débat sur le microcrédit. Plusieurs ont apprécié les discus-

sions sur la nécessité de changer radicalement notre regard sur l'économie et de mettre l'économie sociale et solidaire dans une perspective systémique (par rapport à l'écologie, l'autonomie des femmes et l'idée de sortir de la logique comptable qui sépare la production et la reproduction). On y note à la fois la diversité des définitions, des expériences et des analyses sur le sujet ainsi que les similitudes entre les différentes régions du monde. D'autres ont mentionné la difficulté à distinguer la question de l'économie sociale et solidaire, d'une part, et l'autonomie des femmes d'autre part. On ressent le besoin d'articuler une analyse féministe plus claire et explicite de l'économie sociale et solidaire. Le besoin d'éducation et de formation sur l'économie d'un point de vue féministe a également été soulevé.

En ce qui concerne les suites possibles à l'activité, une majorité des personnes ayant répondu au questionnaire parle de l'importance du réseautage. Plusieurs ont nommé l'idée de la création d'un réseau international des femmes en économie sociale et solidaire qui permettrait de partager des connaissances, des analyses et des outils dans le domaine (en utilisant entre autres le courriel et l'Internet) et de créer des liens entre le travail terrain et la recherche académique. D'autres ont souligné l'importance de travailler par région du monde ou sur le plan local, en organisant des activités

Rendre visibles les femmes en économie sociale et solidaire

Afin de rendre visibles les femmes en économie sociale et solidaire, trop souvent oubliées ou invisibles, les personnes participant à l'activité ont reçu un foulard mauve (couleur symbolisant le féminisme dans plusieurs régions du monde) à porter durant les autres activités du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS). Une belle signe de visibilité qui a fait jaser !



et discussions, ainsi que des échanges par Internet. Un des objectifs à poursuivre est de rendre plus visibles les femmes en économie sociale et solidaire (entre autres par le biais de données ventilées selon les sexes) ainsi que l'analyse féministe de l'économie. ♀



Un gros merci!

Merci à toutes les personnes qui ont contribué à la réussite de cette activité : aux bénévoles, aux collaboratrices de la vidéo particulièrement à la vidéaste Marie-Noël Arseneau, à Fem International pour la production des foulards, aux interprètes, aux traductrices, à Mariam Touré pour les photos utilisées dans ce document, et à toutes les personnes participantes.

Un merci particulier va à toutes les membres du Comité organisateur (voir photo ci-dessous*) pour leur implication dans ce projet :

- ♦ Francesca Nugnes (Bénévole)*
- ♦ Fréda Thélusma (l'Association québécoise des organismes de coopération internationale - AQOCI)*
- ♦ Danielle Fournier (Relais-femmes)*

- ♦ Lise St-Germain (Centre de recherche sociale appliquée)*
- ♦ Nancy Burrows (Forum international de l'économie sociale et solidaire/Chantier de l'économie sociale)*

- ♦ Marie-France Benoit (Condition féminine de la Confédération des syndicats)*

- ♦ Lise Gervais (Relais-femmes)*

- ♦ Linda Gagnon (SUCO-Solidarité Union Coopération)*

N'apparaissent pas sur la photo:

- ♦ Michèle Audette (Femmes autochtones du Québec)
- ♦ Danielle Casara (Conseil régional FTQ Montréal Métropolitain)
- ♦ Francyne Ducharme (Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec)
- ♦ Émilie Grenier (Femmes autochtones du Québec)



Bailleurs de fonds

Le comité organisateur tient à remercier les bailleurs de fonds pour leurs contributions à l'activité *Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire* :

- ♦ Le Chantier de l'économie sociale
- ♦ La Fondation Solstice
- ♦ Relais-femmes
- ♦ La Fondation canadienne des femmes
- ♦ Le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
- ♦ La Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- ♦ La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- ♦ L'Intersyndicale des femmes

Rédaction du présent document :
Nancy Burrows et Andrée Savard

Traduction vers l'anglais :
Nicole Kennedy

Traduction vers l'espagnol :
Magaly Sala-Skup

Ce document, ainsi que l'ensemble des outils de *Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire*, est disponible en anglais, français et espagnol à :

<http://www.relais-femmes.qc.ca/publications/11>

<http://reliess.org/fiess/activites-connexes/#femmes>